

Demande d'expertise pour projet important

Ce document est un modèle de délibération du CSE sollicitant le recours à l'expertise dans le cadre d'un projet important modifiant les conditions de travail.

Il convient aux représentant·es du personnel **d'adapter** et de **compléter** ce modèle en fonction du **contexte** et des **particularités** du vote et du projet.

Il est fortement recommandé de contacter le cabinet au préalable du vote de l'expertise afin de vérifier ses disponibilités et d'étayer la délibération en collaboration avec les intervenant·es.

Cette délibération devra être votée en séance et adoptée à la majorité des membres afin de déclencher l'expertise.

Délibération du CSE de [Nom de l'établissement]

I. Motivation de l'expertise

Les élu·es du CSE de [Nom de l'établissement] sont confronté·es à un projet important [Nom du projet] entraînant de multiples modifications des conditions de travail des salarié·es. [Si le CSE n'est pas consulté sur le projet, précisez-le].

En effet, le CSE constate :

- [Listez les éléments permettant de caractériser le changement engendré par le projet : description rapide du projet, nature des changements, périmètres concernés, etc.]

Ainsi, il est d'ores et déjà possible de constater qu'il s'agit manifestement d'un projet important au sens de l'article L2312-8 du Code du travail.

En effet, les mesures envisagées emportent modification de l'organisation telle qu'elle aura à coup sûr des impacts sur la santé et les conditions de travail des salarié·es. Le CSE craint notamment, suite à la mise en place du projet, la survenue :

- [Identifiez les risques des répercussions sur la santé, sécurité et les conditions de travail des salarié·es et précisez les effectifs-postes-services-établissements les postes concernés par les risques identifiés.]
- [Si le périmètre fait d'ores et déjà état de situations de travail dégradées et de souffrance au travail, le mentionner et préciser en quoi le projet risque d'aggraver la situation.]
- [Si vous avez déjà été confronté à un projet similaire ou si un projet comparable est porté à votre connaissance, listez les impacts que ce dernier a eu sur la santé, sécurité et sur les conditions de travail des salarié·es.]

C'est dans ce contexte, que conformément à l'article L2315-94 du Code du travail, le CSE de [Nom de l'établissement] décide de recourir à un expert habilité afin de l'aider à appréhender et évaluer les risques inhérents au projet mentionné. Le périmètre de l'expertise concerne [précisez le périmètre de l'expertise].

II. Le choix de l'expert

Pour cette mission, le CSE de [Nom de l'établissement] désigne le cabinet Socio-Scop, habilité pour réaliser des expertises auprès des CSE : Socio-Scop, 9 rue des Gestes – 31 000 Toulouse

III. Le cahier des charges de la mission d'expertise

Le cabinet mandaté réalisera l'expertise en ayant pour objectif : [Modifiez ou complétez en fonction des objectifs fixés :

- D'analyser le projet dans sa conception, son élaboration, sa formalisation et d'étudier le contexte stratégique dans lequel il s'inscrit ;

- D'analyser les situations de travail et la charge de travail avant et après le projet susmentionné et d'identifier les risques professionnels afférents à sa mise en place ;
- D'aider le CSE à formuler des recommandations de prévention sur les risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail.]

Les élu·es du CSE de [Nom de l'établissement] souhaitent que le cabinet mandaté porte une attention particulière à l'analyse de :

- [Précisez les points importants que vous souhaitez voir analysés]

Les conclusions des travaux menés seront restituées dans un premier temps en CSE puis dans un second temps à l'ensemble des salarié·es concerné·es par le projet.

IV. La désignation des mandaté·es

Nous donnons mandat à [Prénom, Nom], [Secrétaire du CSE, et/ou autre membre élu·e du CSE] pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de cette résolution, notamment contacter le cabinet mandaté et, si nécessaire, engager toutes les procédures administratives et judiciaires requises pour défendre les intérêts du CSE.

Dates :

Résultats du vote :

- Pour :
- Contre :
- Absentions :